



L'IDEE

AZB / P.P. 3018 Bern

Jeunes UDC Romands

www.zeitungidee.ch

3/2020

Abo Fr. 35.–

L'immigration de masse détruit les objectifs climatiques

Par UDC Suisse, www.udc.ch

La consommation d'électricité de la Suisse augmente depuis l'an 2000 et elle partira même fortement à la hausse ces prochaines années selon une étude du Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (Empa). L'une des causes principales est l'immigration de masse que subit la Suisse. Non seulement elle accroît la consommation de carburant, mais annihile de surcroît toutes les onéreuses mesures d'efficacité énergétique pour la réduction des émissions de CO₂. Mais au lieu de contrôler enfin l'immigration dans l'intérêt de notre pays et de notre environnement, la gauche écologiste préfère tirer l'argent durement gagné des poches des habitants de ce pays en multipliant les impôts et redevances.

La loi sur le CO₂ contribue à ralentir le changement climatique. C'est ce que clame la gauche écologiste avec le soutien de presque tous les médias pour vendre à la population un ensemble de régulations qui n'a presque que des inconvénients. La nouvelle législation CO₂ est avant tout un ramassis d'interdictions et de mesures de rééducation qui, de surcroît, coûtent extrêmement cher aux hommes et aux femmes de ce pays.



En réalité, la gauche écologiste cherche comme de coutume à tirer l'argent des poches des contribuables sous le couvert de la protection du climat. Preuve en est le fait que ces mêmes milieux combattent par tous les moyens une limitation de l'immigration. Cette gauche écologiste ne se gêne pas de se coucher dans le même lit que les managers des grands groupes industriels auxquels la libre circulation offre un instrument efficace de privatiser les bénéfices et de socialiser les dommages.

La croissance démographique annihile les onéreuses économies d'énergie

L'immigration de masse sert aussi les intérêts de la gauche écologiste parce qu'elle lui permet de justifier sa politique onéreuse et nuisible. En effet, la Suisse ne peut tout simplement pas atteindre ses objectifs climatiques tant qu'elle subit une immigration aussi massive. Une récente étude du Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (Empa) confirme clairement ce constat. Selon les chercheurs de l'Empa, la consommation moyenne d'énergie par habitant a baissé de 14,5% entre 1990 et 2019.

Or, comme la population résidante a augmenté de 23,4% durant la même période, la consommation totale d'énergie a progressé de 5,5%. En clair, les efforts d'économie de chaque habitant de la Suisse sont presque complètement annihilés par une immigration incontrôlée.

Même tableau en ce qui concerne la consommation d'électricité: entre 2000 et 2018 la consommation d'électricité de la Suisse a augmenté de 10% bien que la consommation par habitant ait baissé de 6,9% malgré la multiplication des appareils électriques dans les ménages. A ce niveau également, l'immigration illimitée a laissé des traces profondes en annihilant toutes les coûteuses économies qu'ont réalisées les habitants de ce pays.

L'augmentation de la consommation d'électricité équivaut à la production annuelle de trois centrales nucléaires

Comme le constate l'UDC dans son nouveau document de fond « Pour une production électrique sûre et nationale » qui se fonde notamment sur l'étude Empa, la consommation d'électricité augmentera dans les années à venir de 25%, soit de 13,7 térawattheures. Cette quantité d'électricité correspond à la production annuelle des centrales nucléaires de Beznau I et II et de Leibstadt. C'est donc une évidence: sans limitation de l'immigration, la Suisse s'achemine vers de fréquentes pénuries d'électricité et les émissions d'autres agents énergétiques augmenteront. Il n'est en outre pas certain du tout que ce déficit puisse toujours être compensé par des importations. D'une part, l'Allemagne, qui a décidé d'abandonner la production électrique au charbon et l'énergie nucléaire, est elle-même en bonne voie vers des pénuries. D'autre part, il serait dangereux pour la Suisse de se placer dans une plus grande dépendance par rapport à l'étranger. La pandémie Covid-19 nous a récemment fait douloureusement comprendre où cela peut nous mener lorsque le matériel de protection, dont notre pays avait un urgent besoin, a été bloqué par des Etats UE.

Pour atteindre ses objectifs climatiques, la Suisse doit limiter l'immigration. Durant les 13 années écoulées environ un million d'étrangers se sont établis en Suisse. Ils consomment 2 milliards de kilowattheures d'électricité par an, ce qui équivaut à la production de 500 grandes éoliennes. Mais la surpopulation croissante de notre petit pays a encore bien d'autres effets désastreux. Pour accueillir plus d'un million d'immigrants en 13 ans, il a fallu construire une surface équivalant à quelque 57'000 terrains de football, donc bétonner 407 millions de mètres carrés de surface naturelle, notamment pour réaliser quelque 454'000 nouveaux logements. Un million d'immigrants égale aussi 543'000 voitures et 789 cars supplémentaires sur les routes et 9 milliards de kilomètres supplémentaires parcourus. Enfin, un million d'immigrants consomment chaque année 59 milliards de litres d'eau potable.

Celles et ceux qui veulent protéger la nature et le climat, disent OUI le 27 septembre à l'initiative de limitation.



Actualités des Jeunes UDC suisses en un clin d'œil

Dans cette rubrique, le président parle de l'actualité et des points politiques importants des jeunes UDC.

■ Chômage des jeunes : la jeunesse UDC élabore un ensemble de mesures pour lutter contre le chômage des jeunes et reçoit une approbation générale.

Face à la forte augmentation du nombre de jeunes chômeurs de 15 à 24 ans inscrits à l'ORP, la Jeunesse UDC a décidé d'un ensemble de mesures pour soutenir la nouvelle génération en ces temps difficiles. Entre autres choses, voici ce qui a été fait :

■ Nous avons écrit **une lettre ouverte au Conseil fédéral** pour demander que des examens finaux soient effectués. Si cela n'est pas possible, les jeunes en fin de scolarité et les apprentis doivent recevoir des certificats de performance comparables à ceux des années précédentes, afin que les futurs employeurs puissent bénéficier des avantages de l'"année Corona" et que cette dernière ne subisse aucun désavantage.

■ Nous avons **déposé une motion à Berne** chargeant le Conseil fédéral de fixer des incitations fiscales pour l'offre de places d'apprentissage, et d'examiner les obstacles administratifs auxquels les entreprises sont confrontées dans la formation des apprentis. Cette demande a été soumise conjointement par les conseillers nationaux Mike Egger (UDC), Andri Silberschmidt (PLR) et Franziska Ryser (Verts). Même dans les milieux syndicaux, on a entendu dire que la proposition méritait d'être examinée.

Referendum contre la rente-pont

Les JUDC est le seul parti à soutenir officiellement le référendum contre la rente-pont. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE, le quota d'assistance sociale des plus de 55 ans a augmenté massivement, le centre-gauche essaie maintenant de couvrir ces effets négatifs de la libre circulation des personnes avec la pension de transition. Pour la jeunesse UDC, il est tout à fait inapproprié d'envoyer des travailleurs âgés en préretraite au lieu de les laisser travailler dignement jusqu'à l'âge normal de la retraite, juste pour que de la main-d'œuvre jeune et bon marché puisse continuer à être recrutée en grand nombre dans l'UE sans entrave.

Nils Fiechter élu comme nouveau membre du comité directeur

Lors de l'assemblée des délégués des Jeunes UDC Suisse à Zurich, Nils Fiechter, co-président de la Jeunesse UDC du canton de Berne et administrateur municipal, a été élu comme nouveau membre de la direction du parti. Nils Fiechter est une personne qui n'est pas inconnue du public et qui prend place dans la direction stratégique du parti. Il a déjà obtenu divers succès pour notre parti dans le passé. En plus de sa participation active à l'initiative de naturalisation cantonale bernoise, à l'initiative des mairies, au référendum contre 105 millions de demandeurs d'asile supplémentaires et à sa participation aux élections du Conseil national et du Grand Conseil, il a mené seul, avec son coprésident Adrian Spahr, une campagne référendaire en février de cette année contre la place de transit de Wileroltigen, dans le canton de Berne, qui coûte des millions.



NON à la rente-pont

Une commission a organisé un référendum contre la loi fédérale adoptée par le Parlement sur les rentes-ponts pour les chômeurs âgés (OCT), la Jeunesse UDC est le seul parti qui le soutien officiellement.

Ces prestations de transition sont équivalentes à une „pension de licenciement“, car elles incitent les employeurs à licencier les travailleurs âgés au lieu de les employer ou de les former jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge normal de la retraite.



Astuce pour sauver la libre circulation des personnes

Les services de passerelle sont la dernière astuce en date pour couvrir les conséquences négatives d'une immigration excessive en provenance de l'UE. Si, depuis l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE, le nombre de chômeurs a augmenté massivement et que les plus de 56 ans sont particulièrement touchés, il est logique de mettre fin à la libre circulation des personnes avec l'UE au lieu de créer un nouveau système de protection sociale coûteux. Le fait que le contribuable soit désormais également contraint de payer des frais incalculables s'élevant à des centaines de millions de francs par an est inacceptable pour.

Il est inacceptable que ceux qui ont épargné toutes leurs vies soient les plus stupides ! Les personnes dont la fortune (y compris le 3e pilier) est supérieure à 50'000 francs et les couples mariés dont la fortune est supérieure à 100'000 francs doivent d'abord consommer leur propre capital de vieillesse épargné avant de recevoir la rente-pont. Cela discréditerait carrément la responsabilité personnelle en matière de prévoyance vieillesse. Une fois de plus, la classe moyenne doit payer la note.

Pour une immigration ouverte et non discriminatoire qui profite à tous

Lancement de la campagne de la jeune UDC pour l'initiative „Limitation“

Ce printemps, les jeunes UDC ont fait campagne pour la sauvegarde à long terme de nos institutions de protection sociale, en se concentrant sur le deuxième pilier. En été et en automne, nous allons maintenant nous efforcer de faire en sorte que nous puissions également développer une solution durable et à l'épreuve du temps pour la Suisse dans le domaine de la politique d'immigration. Et cela nécessitera un changement de paradigme dans la politique d'immigration. Nous ne pouvons plus rester les bras croisés et regarder la population s'énerver à cause des trains, des trams et des autoroutes pleines, nous ne pouvons plus rester les bras croisés et regarder d'innombrables Suisses souffrir de l'énorme pression sur les salaires et le travail, nous ne pouvons plus rester les bras croisés et regarder tant de Suisses lutter contre le chômage et la perte d'emploi, nous ne pouvons plus rester les bras croisés et regarder la Suisse se bétonner progressivement et perdre de plus en plus de terres cultivées. Quiconque ne regarde pas maintenant, agit de manière irresponsable. Ceux qui ne veulent pas résoudre les problèmes de l'immigration de masse font passer le profit à court terme avant le bien-être à long terme. Nous avons besoin d'un changement de paradigme dans la politique d'immigration. Et nous en avons besoin aujourd'hui, pas demain

„Nous ne pouvons plus rester les bras croisés et regarder d'innombrables Suisses souffrir sous l'énorme pression des salaires et du travail“

Vous vous demandez peut-être pourquoi la jeunesse UDC a baptisé sa campagne „Pour une immigration ouverte et non discriminatoire qui profite à tous“. En fait, la réponse est assez simple. La politique d'immigration actuelle n'est pas ouverte parce qu'elle ne vise que l'UE, elle est discriminatoire parce qu'elle place les étrangers de l'UE dans une meilleure position que tous les autres étrangers, et elle ne profite pas à tout le monde mais à personne. En Suisse, les travailleurs souffrent, l'environnement est endommagé, les infrastructures sont surchargées. Oui, même pour les pays de l'UE, cela ne sert à rien, car imaginez l'ampleur de la situation pour les pays pauvres de l'UE lorsqu'ils perdent tous leurs citoyens bien éduqués au profit des pays riches de l'UE.

„La politique d'immigration actuelle n'est pas ouverte car elle est uniquement axée sur l'UE“

Ouvert et non discriminatoire signifie que nous

voulons considérer tous les étrangers de la même manière, qu'ils soient du Canada ou de Roumanie. Et seule une immigration contrôlée, est une immigration qui profite à tous. Et pour pouvoir enfin contrôler à nouveau l'immigration, nous avons besoin d'un OUI à l'initiative de limitation.

„Nous voulons une politique d'immigration moderne dans laquelle nous, les Suisses, sommes complétés par les étrangers de l'UE et non remplacés.“

En termes simples, cela signifie que nous devons enfin mettre un terme à l'immigration massive simple et néfaste en provenance de l'UE et nous appuyer plutôt sur un régime d'immigration qui nous permette d'attirer les travailleurs et les spécialistes dont nous avons réellement besoin dans le monde entier et qui ne fasse pas concurrence aux Suisses. Ce n'est que de cette manière que nous pourrions maîtriser la pénurie de travailleurs qualifiés, ce n'est que de cette manière que les salaires et la pression du travail diminueront, ce n'est que de cette manière que le chômage et la perte d'emploi diminueront à nouveau, ce n'est que de cette manière que nos autoroutes, nos trains et nos trams ne seront pas encore plus encombrés et ce n'est que de cette manière que nous pourrions mettre fin à la surpopulation de la Suisse. La libre circulation des personnes avec l'UE est une politique d'immigration d'hier. La libre circulation des personnes est une politique d'immigration dans laquelle nous, les Suisses, sommes remplacés par des étrangers de l'UE. Nous voulons une politique d'immigration moderne dans laquelle les Suisses sont complétés par des étrangers de l'UE et non remplacés. La libre circulation des personnes est une politique d'immigration qui place les étrangers de l'UE dans une meilleure position que tous les autres étrangers. Nous voulons une politique d'immigration moderne qui soit ouverte et traite tous les étrangers de la même manière. La libre circulation des personnes est une politique d'immigration qui ne prend en compte que les intérêts des grandes entreprises. Nous voulons une politique d'immigration moderne qui tienne compte de l'économie, des travailleurs suisses, de l'environnement et des infrastructures. La libre circulation des personnes est une politique d'immigration qui vise à l'immigration massive de main-d'œuvre bon marché. Nous voulons une politique d'immigration moderne, conçue pour le recrutement de véritables spécialistes dans le monde entier. Et tout cela, nous ne pouvons le réaliser qu'avec une immigration contrôlée et limitée.

Chômage chez les jeunes

Par Diego Baratti, responsable campaigning des JUDC Suisse et président des JUDC Tessinois

Y a-t-il encore un avenir pour nous, les jeunes?

Un coup d'œil sur les statistiques montre la gravité de la situation dans notre pays : selon les dernières données du SECO, le nombre de jeunes chômeurs (15 à 24 ans) a augmenté de 578 (+ 3,3 %) pour atteindre 17 895 en juillet 2020, soit 7 066 (+ 65,3 %) de plus qu'au même mois de l'année dernière.

Selon les calculs internationaux, le chômage des jeunes en Suisse a dépassé le seuil des 10 % et augmentera considérablement avec la crise du coronavirus. L'Université de Berne estime que jusqu'à 6 000 jeunes pourraient se retrouver sans apprentissage au cours des deux prochaines années. C'est une évolution effrayante, surtout pour un pays aussi prospère que le nôtre

Les étrangers déplacent les jeunes Suisses

Il existe de nombreux exemples concrets des effets néfastes de la libre circulation des personnes dans notre pays. Par exemple, les Jeunes UDC ont rendu publique l'histoire de Maria : une jeune femme qui, pendant cinq ans - après plus de 400 candidatures - n'a toujours pas trouvé de travail. Mais ce n'est pas tout : le père, qui est prêt à payer pour voir sa fille travailler, l'élève ingénieur fraîchement diplômé de l'école polytechnique qui, après des années d'études intensives, ne gagne même pas 3 000 francs par mois et les propriétaires de magasins qui laissent les candidats travailler à l'essai sans rémunération, font partie de cette réalité-là aussi. Sans parler de tous les jeunes qui commencent à travailler et qui sont quotidiennement exposés à la peur et à la pression d'être licenciés et remplacés par un nouveau travailleur étranger moins cher. Je tiens à souligner que ces exemples ne viennent pas seulement du Tessin, mon canton d'origine, mais sont de plus en plus fréquents dans le reste de la Suisse.

L'accès à une main-d'œuvre étrangère bon marché garanti par la libre circulation des personnes a fait que nous, les jeunes ayant peu d'expérience professionnelle, sommes devenus superflus et sommes considérés comme un facteur de coût plutôt que comme un investissement. Cependant, le phénomène ne se limite pas aux personnes ayant un faible niveau d'éducation, mais s'est maintenant étendu aux secteurs „ayant un niveau d'éducation plus élevé“. L'opinion répandue selon laquelle les frontaliers ou les étrangers n'exercent que des activités que les Tessinois ou les Suisses ne veulent pas exercer, contredit tous les faits vérifiables !

Il faut donner une perspective aux jeunes. Il faut leur donner une chance dans leur propre pays sans qu'ils aient à subir des pressions et des soucis constants. Nous nous battons donc pour un OUI à l'initiative de limitation le 27 septembre prochain. C'est un acte de responsabilité envers nous, les jeunes, et cela nous aide à défendre ce qui devrait être le plus important pour nous : notre avenir.



Trop
c'est trop !

OUI +
à l'initiative de
limitation

Un regain du conservatisme est possible



Par David Trchsel
Président des
Jeunes UDC Suisse
4001 Bâle

La crise actuelle est inquiétante et fatale. Cependant, il y a de l'espoir. Cet espoir repose sur l'hypothèse bien réfléchie que l'homme est tout à fait capable de tirer les leçons de ses erreurs et de les éviter à l'avenir. Quelle que soit la gravité de la crise, nous devons en tirer les leçons qui s'imposent. Dans ce qui suit, nous allons esquisser les idéaux auxquels nous devrions nous consacrer à nouveau ou plutôt raviver notre foi.

Le conservatisme, c'est quand l'économie est libéralisée, que la richesse est créée et que la pauvreté est vaincue.

L'appel à l'intervention de l'État atteint un nouveau sommet dans la crise du COVID-19. Néanmoins, cette évolution n'est pas nouvelle. La spirale des interventions en matière de politique monétaire, fiscale et économique est en cours depuis un certain temps. Depuis la crise financière au plus tard, les gouvernements et les banques centrales se sont donné pour mission de piloter massivement le développement économique. Si des entreprises ou même des secteurs entiers sont maintenus en vie de manière compulsive pendant des années, on pense aux subventions effrénées de l'industrie d'exportation, cela éliminera les processus d'apprentissage et d'ajustement basés sur le marché, empêchant ainsi les changements structurels et rendant les gains de productivité impossibles. En bref, cela signifie que tout a été forcé à croître au lieu de laisser croître ce qui pouvait croître tout seul. Les conséquences négatives de cette situation ne sont pas encore apparentes, mais pourraient maintenant l'être plus rapidement.

Nous devons réaliser que la prospérité générale n'est pas le fruit d'un interventionnisme ou d'une redistribution excessive de l'État, mais qu'elle est le résultat de la croissance de la productivité du travail. La prospérité de masse est un acquis de l'économie et non de la politique.

«La richesse de la masse est une réalisation de l'économie, pas de la politique».

Et pourtant, nous tombons si souvent dans le doux poison du socialisme. Cela est probablement dû au fait que l'échec du communisme n'est pas associé à ses échecs économiques, mais

à sa mauvaise exécution et aux circonstances de l'époque. Surtout lorsqu'il s'agit d'aider les pauvres et les faibles, les solutions socialistes nous semblent si simples et efficaces. C'est le capitalisme et l'économie de marché qui permettent la production en masse de biens toujours meilleurs et moins chers, dans une variété toujours plus grande, au profit des larges masses, et qui augmentent ainsi continuellement le niveau de vie général. Ce phénomène a été illustré, par exemple, par la réalisation de „l'économie so-



«Halle dans le sud de la Saxe-Anhalt en 1989 : l'échec du socialisme était évident pour tout le monde.» (Image: Wiki Commons)

cial de marché“ en Allemagne après la Seconde Guerre mondiale, qui a conduit au miracle économique et à la prospérité générale. Mais la forte diminution de l'extrême pauvreté dans le tiers monde est également due à la dynamique non discriminatoire des marchés libres et ouverts. Même si les entrepreneurs et les investisseurs qui réussissent atteignent des niveaux de richesse élevés sous le capitalisme - le capitalisme ne crée pas une société égalitaire - cette inégalité est très bénéfique pour les personnes les plus pauvres en particulier. Car c'est cette richesse qui est continuellement utilisée pour permettre de nouvelles innovations et de nouveaux investissements technologiques et entrepreneuriaux. Sans l'accumulation de vastes sommes de capital, et donc une certaine concentration de la richesse, il ne peut y avoir d'innovation et il n'y a pas de possibilité de production de masse. La prospérité de masse n'est alors pas possible.



«Hong Kong - de pauvre à île de prospérité : grâce à l'économie de marché capitaliste, et à la liberté politique.» (Image: pixabay.com)

Mais qu'en est-il de ceux qui ne peuvent pas s'aider eux-mêmes ? Et les perdants, ceux qui ne peuvent pas s'empêcher de se sentir mal ? À ce stade, dans une société industrielle et de services fondée sur la division du travail, il est impossible de mettre en place un filet de sécurité sociale pour couvrir les plus grands risques de la vie, tels que le chômage, la maladie, le handicap, la pauvreté des personnes âgées, etc. Toutefois, cette protection doit être aussi proche que possible du citoyen, si possible au niveau communal ou cantonal, afin de mieux reconnaître la nécessité, d'une part, et d'autre part, de dénoncer et de prévenir les abus. Cependant, si un filet de sécurité sociale créé pour les situations d'urgence est gonflé par négligence, cela favorise une mentalité de droit et conduit à une dépendance vis-à-vis de l'État. Ainsi, on s'habitue à vivre aux dépens des autres, ce qui paralyse les forces de la liberté et de l'auto-responsabilité, pousse le système aux limites de la viabilité financière et, en fin de compte, empêche la prospérité pour tous.

«Nous ne devrions pas vouloir améliorer et changer constamment la dynamique du marché, mais le considérer comme la base de la prospérité et d'une faible pauvreté».

Nous devrions être guidés par le principe selon lequel nous ne voulons pas améliorer et modifier constamment la dynamique du marché, mais plutôt le considérer comme la base de la prospérité et de la réduction de la pauvreté.

Le conservatisme, c'est quand la liberté personnelle est garantie, la famille renforcée et l'identité nationale reconnue.



«La liberté personnelle doit toujours être comprise comme une protection contre les empiètements de l'État.» (Image: pixabay.com)

La liberté individuelle est un bien juridique central dans un État constitutionnel démocratique et libre. Les droits à la liberté individuelle garantissent la vie privée des citoyens et les protègent également contre les empiètements de l'État. La liberté personnelle reste la base indispensable d'une société prospère. Elle va de pair

avec l'autodétermination et l'auto-responsabilité et permet à chaque individu de contribuer à la société selon ses souhaits et ses capacités. Si les personnes libres peuvent assumer la responsabilité personnelle de prendre des décisions sur mesure pour elles-mêmes et pour leur vie, cela conduit à une répartition idéale des ressources de manière non coordonnée, qui profite à la société dans son ensemble. Nous devrions donc nous fixer comme principe de prendre davantage d'initiatives, d'agir de manière responsable, d'attendre peu de l'État et de profiter d'autant plus de la liberté qui en résulte.



«La famille est la cellule centrale d'une société forte.»

La famille est la cellule centrale d'une société forte. C'est l'institution idéale pour assurer une reproduction et une éducation durables. Ce n'est pas l'État ou les organisations proches de l'État qui doivent assurer une éducation harmonisée, mais chaque famille doit décider individuellement quel modèle d'éducation lui convient le mieux. En outre, la famille sert de solide filet de sécurité sociale et renforce donc l'indépendance vis-à-vis de l'État. Quiconque nie la valeur de la famille doit, à l'inverse, affirmer l'État-providence exubérant susmentionné, puisqu'il doit

largement assumer le rôle de la famille. Nous devons donc nous appuyer sur le principe que la famille doit être redécouverte et renforcée en tant que communauté reproductive durable et garante d'un petit État.

«La famille est un solide filet de sécurité sociale et renforce l'indépendance vis-à-vis de l'État.»

Le concept d'identité nationale n'est pas si différent de celui de la famille, bien qu'à un autre niveau. Là encore, il s'agit de responsabilité et d'indépendance. Les frontières nationales donnent naissance à des domaines de responsabilité et à des lignes d'autorité claires, renforçant ainsi la solidarité et le sentiment d'appartenance à une communauté. Une mosaïque d'États-nations indépendants se faisant concurrence dans leur forme organisationnelle est également la base de la liberté. Les dépendances économiques sont la base de la paix entre les États nations. Les solutions supranationales qui limitent l'autonomie des États nations impliquent généralement toujours la coercition et le paternalisme, conduisant souvent à des disputes féroces et sont donc contre-productives.

«Les frontières nationales créent des zones de responsabilité et des lignes d'autorité claires, renforçant ainsi la solidarité et le sentiment de communauté.»

La reconnaissance de l'identité nationale peut et doit également être comprise de manière historique. Cela signifie accepter et comprendre ce qui était, regarder ce qui est et en déduire ce qui devrait être. En Suisse, nous avons obtenu de très bons résultats en matière de neutralité armée, de démocratie directe, d'indépendance et de responsabilité personnelle. Et que va-t-il se passer maintenant ? Nous devrions nous fixer comme principe de préserver, d'apprécier et de



«La Suisse n'a pas à avoir honte de son identité nationale.»

défendre sans relâche ce qui a résisté à l'épreuve du temps et de la profondeur.

Une renaissance conservatrice est possible.

Il y a un espoir justifié que la crise du corona virus nous aidera tous à séparer l'important de l'insignifiant et aidera les idéaux conservateurs à connaître une renaissance. Au lieu de perdre du temps avec des discussions sur les réfectoires sans viande, les toilettes unisexes ou les panneaux de signalisation sensibles au genre, les questions essentielles reviennent sur le devant de la scène. Là où des utopies riches et négligées se sont répandues, la réflexion pourrait maintenant avoir lieu : à la famille, à la cohésion, à la sécurisation des frontières, à l'économie de marché et simplement à toutes les valeurs durables qui assurent nos moyens d'existence - comme la sécurité et la stabilité en général. Corrigeons les erreurs du passé et utilisons le changement de valeurs qui se dessine pour ramener notre société à une communauté libérale-conservatrice fondée sur la solidarité. Une société qui montre le carton rouge aux délires rouge-vert et internationalistes, qui réfléchit à la souveraineté nationale et restructure le budget fédéral. Si nous suivons courageusement cette voie, nous pourrions récolter les fruits de notre travail acharné, pour un nouveau départ conservateur. J'en suis convaincu.

LA REDACTION



EDITEURS :

- Union
Centre Jeunes UDC Suisse

REDACTEURS (-TRICES) PERMANENT(E)S:

- Léonard Martin (VS)
- Elodie Jobin (JU)
- Simon Andenmatten (VS)
- Coraline Laub (VD)
- Florent Morandi (VD)
- Guillaume Kolly (FR)
- Leo Rouvinez (VS)
- Marion Vergères (VS)
- Nicolas Fardel (VD)
- Patrick Sonnay (VD)
- Patrizia Mori (VD)
- Tania Balzarini (VD)
- Vincent Rey (VS)

MENTIONS LÉGALES

Directeur de la publication/

Rédacteur en chef: Thomas Fuchs, a/Conseiller national et Conseiller cantonal, Berne-Niederbottigen
tf@thomas-fuchs.ch

Éditeur: Association de soutien SVP/JSVP

Rédaction DIE IDEE, Boîte postale, 3001 Berne
Collaborateurs permanents: David Trachsel, 4052 Bâle; Erich Hess, conseiller national, député et conseiller de ville, 3018 Berne; Patrick Freudiger, avocat, député et conseiller de ville, 4900 Langenthal; Andreas Gerber, 3537 Eggwil; Timon Gavallet, 1636 Broc

Téléphone: 079 302 10 09

Fax: 031 981 41 61

Site internet: www.zeitungidee.ch

Courriel: idee@jsvp.ch

PC-Konto:

Junge SVP Suisse 15-176039-8

COMMENTAIRES ET ANNONCES

Des espaces publicitaires sont disponibles. Nos prix sont à disposition sur demande.

Les membres des Jeunes UDC et sympathisants de toute la Romandie sont libres de poster un article, une lettre ouverte ou un commentaire dans «l'Idée». Prière de vous adresser au rédacteur en chef pour plus d'informations.

Sauf en cas de dérapage flagrant, nous n'exerçons aucune censure ; les commentaires et lettres ouvertes ne doivent pas nécessairement être en accord avec la ligne de rédaction. Les débats contradictoires nourrissent la réflexion.

CONTACTS idee@jsvp.ch
+41 (0)78 847 23 90
CCP Jeunes UDC Suisse
15-176039-8
www.jsvp.ch



Reprenons enfin le contrôle de nos frontières et de notre immigration !



Par Nicolas Fardel, secrétaire général de l'UDC Vaud – trésorier des Jeunes UDC Vaud, La Tour-de-Peilz (VD)

Nous ne pouvons que constater l'échec, prévisible, de la libre circulation des personnes. Depuis son introduction en 2007, la Suisse subit les conséquences néfastes d'une immigration démesurée et incontrôlée qui gangrène la qualité de vie des Suissesses et des Suisses.

En moyenne, notre pays subit un solde migratoire de 80'000 personnes supplémentaire chaque année, soit plus d'un million depuis la mise en place de la libre circulation !!! Les conséquences ? une diminution de nos salaires, une augmentation des loyers, nos transports se retrouvent surchargés, les espaces verts sont bétonnés et la Suisse subit une augmentation massive du niveau de criminalité. C'est cela qu'il est question de stopper grâce à l'initiative de limitation !

Pour une augmentation de la qualité de vie des Suissesses et des Suisses

Cette augmentation drastique est démesurée de l'immigration contraint la Suisse à construire, en moyenne, 22'700 logements supplémentaires chaque année, soit l'équivalent de la ville de Bienne. Cette situation conduit à une pénurie de logements dans les villes et les agglomérations avec pour conséquence malheureuse, une hausse des prix des loyers pour les résidents suisses. Notre pays se voit également contraint de subir 27'000 véhicules supplémentaires annuellement avec pour effet un temps d'attente dans les bouchons multiplié par deux en dix ans sans compter nos trains et nos bus, systématiquement surchargés aux heures de pointe. De

Pour appliquer enfin la préférence nationale à l'embauche

En raison de la libre circulation des personnes, de nombreux résidents suisses se retrouvent concurrencés par une main d'œuvre meilleure marché venue de pays frontaliers. Chaque jour, c'est plus 320'000 travailleurs européens qui traversent nos frontières. Tout cela, alors que nous avons une main d'œuvre qualifiée dans notre pays qui pourrait parfaitement occuper ces emplois, notamment des jeunes et des seniors. Il est évident que la libre circulation des personnes est utilisée, principalement par les grandes entreprises et les multinationales, pour attirer une main-d'œuvre meilleure marché au détriment de notre propre population.

D'après les partisans de la libre circulation des personnes, ces frontaliers seraient nécessaires au bon fonctionnement de l'économie suisse. Vraiment ? La vérité est qu'une grande majorité des travailleurs frontaliers occupe des fonctions dans des secteurs administratifs. Les personnes hautement qualifiées ne repentent qu'une minorité de ce contingent qui pourrait, de toute façon, émigrer dans notre pays sans libre circulation.

Pour renforcer notre sécurité et sauvegarder nos institutions sociales

S'il y a bien des personnes qui ont bénéficié de la libre circulation, c'est bien les criminels et les trafiquants. Avec la « passoire Schengen » cela n'a jamais été aussi facile d'importer la criminalité en Suisse. Alors que nos autorités nous promettaient que Schengen amènerait paix et sécurité, il s'est avéré que cela n'était qu'un gigantesque mensonge. Chaque citoyen peut le constater au quotidien ou par l'actualité. De plus, la Suisse n'expulse pas ses criminels étrangers la faute à ses soi-disant accords. Un bon moyen pour nos autorités de ne pas appliquer une décision démocratique de nos

concitoyens... Il est temps d'arrêter de se réfugier derrière des excuses minables et d'enfin admettre que notre pays doit gérer lui-même ses frontières. Un pays sûr et prospère est un pays qui peut décider librement quelles personnes il accepte et lesquelles il refuse ! Cela sans compter la pression de génère la libre circulation sur nos institutions sociales. Pour rappel, plus de la moitié des bénéficiaires de l'aide sociale sont des étrangers !

Oui à l'initiative de limitation

La Suisse ne doit pas avoir peur de l'UE ; elle ne doit plus céder au chantage de cette dernière. Avec la complicité de nos opposants, de nombreux mensonges ont été diffusés durant cette campagne affirmant notamment la fin des relations bilatérales avec l'UE en cas de OUI à cette initiative. Une fois de plus, c'est faux ! Comme l'a démontré l'UDC Suisse, les avantages des accords bilatéraux I ne l'emportent en rien sur les inconvénients majeurs qu'entraîne la libre circulation des personnes.

Les marchés publics sont dans l'intérêt de l'UE, car les entreprises suisses sont souvent incapables de participer aux appels d'offres de l'UE en raison des coûts salariaux élevés.

L'accord sur les transports terrestres avec un axe nord-sud court, un prix de transit beaucoup trop bas et l'approbation des camions de 40 tonnes a été négocié à l'avantage de l'UE.

En cas de résiliation de l'accord sur le trafic aérien, aucun effondrement du trafic aérien ne serait à craindre, car un grand nombre de compagnies aériennes sont heureuses de voler vers la Suisse et les anciens accords internationaux sont toujours en vigueur.

L'abolition de l'accord agricole avec l'UE n'aurait pas d'impact notable sur la Suisse.

L'accord sur les obstacles techniques au commerce a pour objet le traitement administratif bilatéral de la certification des produits. Même selon les calculs d'Economiesuisse, les économies réalisées sont inférieures au coût de redevance SSR, que l'organisation faitière a soutenue.

En ce qui concerne l'accord sur les programmes de recherche de l'UE, il expirera de toute façon en 2020 et devra être renégocié. La Suisse doit échanger des idées avec les meilleurs ! Et seules les universités situées en dehors de l'UE, notamment aux États-Unis et au Royaume-Uni, sont meilleures que nos écoles polytechniques.

Oui à l'initiative de limitation

Au final, cette initiative n'offre que des avantages pour les Suissesses et les Suisses. Elle permet d'enfin appliquer la préférence nationale sans nuire à l'économie, de combattre les effets néfastes des frontaliers sur les salaires et les transports et de réduire le taux de criminalité. Alors arrêtons de nous agenouiller devant l'UE et votons OUI à l'initiative de limitation !!!

Nicolas Fardel, secrétaire général de l'UDC Vaud – trésorier des Jeunes UDC Vaud, La Tour-de-Peilz (VD)



L'initiative de limitation est importante – non pas pour l'UDC, mais pour notre pays!



Par Marco Chiesa, Ruvigliana
UDC conseiller aux Etats
Président du parti

En acceptant la libre circulation des personnes nous avons abandonné le modèle à succès qui a fait de la Suisse une île du bonheur au cœur de l'Europe. Il est grand temps de reprendre les choses en main et de gérer de manière autonome l'immigration dans notre pays.

On peut comparer situation de la Suisse à celle d'une maison ou d'un appartement: personne ne laisse grande ouverte la porte de son logement pour permettre à tout un chacun d'y entrer. Nous autres Suissesses et Suisses, nous sommes les maîtres de la maison et nous sommes aussi des hôtes accueillants. En revanche, nous voulons décider nous-mêmes de la qualité et du nombre des immigrants. L'article 121a de la Constitution fédérale, que le peuple et les cantons ont accepté le 9 février 2014, est parfaitement clair à ce propos.

C'est bien de cela qu'il s'agira quand nous voterons sur l'initiative de limitation le 27 septembre prochain. Cette initiative me tient tout particulièrement à cœur – en tant que Suisse, mais surtout en tant que Tessinois.

Observez ce qui se passe dans mon canton et vous comprendrez tout ce qui attend le reste de la Suisse à cause du nombre démesuré d'immigrants qui affluent dans notre pays. La classe moyenne tessinoise subit des pressions massives. Les jeunes n'y trouvent presque plus d'emplois. L'immigration démesurée a provoqué un fort dumping salarial, à tel point que le gouvernement cantonal tessinois a déjà dû imposer 21 conventions de travail ordinaires avec des salaires minimaux obligatoires afin de stabiliser le niveau salarial. Le risque de tomber dans la pauvreté a passé de 20 à 30% dans mon canton; le nombre de chômeurs a progressé de 8000 à plus de 20'000 et le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a doublé. Néanmoins, des dizaines de milliers de frontaliers bon marché en provenance de l'UE continuent de se presser sur notre marché du travail. Quand vous vivez dans un tel canton, vous êtes en droit de vous faire du souci pour l'avenir de vos enfants.

Revenir au modèle à succès suisse

La Suisse était autrefois un pays offrant de nombreuses possibilités – non seulement aux Suisses, mais aussi aux étrangers. Aujourd'hui, elle se transforme de plus en plus en satellite de l'UE et perd son identité.

Le modèle à succès suisse reposait autrefois en bonne partie sur la possibilité de gérer l'immigration en fonction des besoins réels du pays. Avant qu'un étranger puisse recevoir un permis de travail, il fallait faire la preuve qu'il y avait pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans la branche concernée. Les Suissesses et les Suisses qui s'inquiètent de l'avenir de leur pays s'engagent de toutes leurs forces pour que cette préférence nationale soit rétablie.

Au Tessin nous avons soutenu massivement l'initiative « Prima i nostri – d'abord nos propres gens » après le vote sur l'initiative contre l'immigration de masse. Pourquoi?

Parce que nous en avons assez d'entendre les syndicats ainsi que les dirigeants politiques et économiques nous mentir en prétendant que tout va

bien et que les mesures d'accompagnement nous protègent contre les effets négatifs de la libre circulation des personnes. Ces allégations sont aussi fausses que les pronostics avancés avant la votation populaire sur la libre circulation des personnes: seules quelque 8000 personnes immigreraient en Suisse en provenance de l'UE, nous avait-on annoncé. 13 années seulement se sont écoulées depuis 2007, année où la complète libre circulation a été introduite, et plus d'un million d'immigrants se sont installés en Suisse durant cette brève période. Un million de personnes supplémentaires qui surchargent excessivement nos infrastructures, nos écoles et notre environnement.

Notre campagne illustre parfaitement cette pression insupportable et extrêmement nocive que subit notre pays. Nous ne voulons pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants et nous ne voulons pas d'une Suisse qui accepte que les salariés nationaux soient évincés de leurs places de travail par une main-d'œuvre bon marché importée de l'UE.

L'UE a tout intérêt à conserver de bonnes relations avec la Suisse

Nombre de pays membres de l'UE souffrent des conséquences négatives de la libre circulation des personnes. La Grande-Bretagne a eu le courage de tourner le dos à cette UE trop puissante qui se moque complètement des besoins particuliers de ses Etats membres. Les Britanniques se sont mis à l'abri face à ce monstre bureaucratique qui pratique une nouvelle sorte de colonialisme basée sur des menaces.

Et que ferons-nous, Suissesses et Suisses, qui ne voulons absolument pas adhérer à l'UE? Bien sûr, l'UE est un important partenaire commercial, mais sa part aux exportations totales de la Suisse ne cesse de baisser. En outre, la Suisse affiche aujourd'hui une balance commerciale négative avec l'UE, ce qui signifie que nous importons plus de produits de l'UE que nous y exportons. Voilà une bonne raison pour que Bruxelles cherche à maintenir de bonnes relations avec la Suisse. Nous autres Suissesses et Suisses, nous pouvons défendre avec assurance notre souveraineté, notre démocratie directe et notre indépendance. Nous avons le droit de nous engager pour nos propres citoyennes et citoyens que la crise économique actuelle met en difficulté.

David contre Goliath – mais la bataille vaut la peine

Des temps difficiles nous attendent à cause de la crise actuelle. L'avenir est incertain. Nous ne pouvons protéger notre population et nos salariés que si nous décidons à nouveau en toute autonomie de l'immigration sur notre territoire. Après la situation d'urgence provoquée par la pandémie Covid-19 et l'extension du chômage partiel, il est important que nous réunissions les conditions permettant à nos propres professionnels qualifiés de retrouver du travail et à notre pays de retrouver son indispensable autonomie dans les domaines stratégiquement, économiquement et socialement importants.

Le Tessin et, avec lui, toutes les régions frontalières de Suisse souffrent gravement des conséquences négatives de l'immigration démesurée.

Je viens de l'expliquer: la situation dans mon canton annonce ce qui sera bientôt une triste réalité dans tout le pays. Voilà pourquoi il est grand temps de tirer le frein de secours et de reprendre en main le contrôle de l'immigration.

Nous autres gens de l'UDC, nous sommes seuls à mener ce combat. Mais cet effort vaut la peine, car nous nous battons pour l'avenir, pour l'avenir de nos enfants et de notre pays. C'est un combat de David contre Goliath, mais je puis vous assurer: les jambes de David ne tremblent pas!



Faites-nous confiance, qu'ils disaient!



Par Jean-Luc Addor
UDC conseiller national (VS)

Il y a dix ans, en 2010, en acceptant l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels, les Suisses ont donné au Parlement une mission claire : quel que soit leur statut, les étrangers condamnés pour des crimes graves ou qui abusent de nos assurances sociales ou de l'aide sociale doivent rentrer chez eux. Parce que le

Parlement n'a pas voulu écouter le peuple, l'UDC a dû recourir à un moyen jamais vu auparavant : une seconde initiative populaire, pour mettre en œuvre effectivement la première. Craignant un second succès populaire de l'UDC, cette alliance troublante de la gauche, des verts (pour autant qu'ils ne soient pas juste un autre visage de la gauche) et des partis du centre-droit a concocté un contre-projet indirect : sous prétexte de proportionnalité, une révision du code pénal consistant en une version édulcorée de l'initiative avec comme clé de voûte une clause d'exception.

Dans le langage courant, une exception (La Palice l'aurait dit) devrait rester... exceptionnelle. C'est ce que les artisans de cette combine ont réussi à faire croire aux Suisses qui, en février 2016, leur ont fait confiance et ont préféré le contre-projet édulcoré à une initiative qui avait le mérite d'être claire.

Qu'est-il advenu de ces belles promesses ?

D'une manière générale, seuls 58% des étrangers qui devraient être obligatoirement renvoyés le sont effectivement. Autrement dit, près de la moitié restent chez nous, tranquillement, impunément. En d'autres termes encore, l'exception est devenue... la règle.

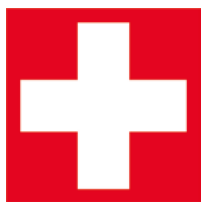
En fonction des situations, la réalité est encore plus choquante. Pour protéger les victimes, le peuple voulait renvoyer les étrangers condamnés pour

des abus sexuels sur des enfants ? Eh bien, seuls 43,5% sont effectivement expulsés. Moins de la moitié ! Les Suisses voulaient renvoyer ceux qui abusent de nos assurances sociales ou de l'aide sociale ? Ils ne sont qu'environ... 5% à devoir rentrer chez eux !

De qui se moque-t-on ?

Grossièrement trompés en 2016, les Suisses vont-ils se souvenir de ceux qui ont alors abusé de leur confiance ? Voient-ils que ceux qui les ont trompés, ce sont les mêmes que ceux qui, de peur que les Suisses ne confirment leur vote de 2014, essaient de leur faire de semblables promesses en vue de la votation décisive du 27 septembre prochain sur l'immigration ? Se souviendront-ils alors de la valeur de leur parole ?

Plutôt que de nous abandonner à de vaines promesses, allons à la racine de problèmes sociaux importants que vivent les habitants, les travailleurs de ce Pays. Pour garantir l'emploi des travailleurs suisses face à la concurrence étrangère, pour limiter la surpopulation qui cause bétonnage excessif et surcharge de nos infrastructures de transports, pour éviter de continuer à nous entasser toujours plus nombreux dans un pays dont les limites et les ressources ne sont pas extensibles, disons **OUI, le 27 septembre, à l'initiative qui propose de limiter vraiment l'immigration !**



**La politique t'intéresse ?
Tu souhaites t'investir pour ton pays, La Suisse ?
Engage-toi dès maintenant !**

- Je souhaite devenir membre des Jeunes UDC
- Je souhaite m'abonner au journal « L'IDEE » en français (abonnement CH : CHF 35.-)

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

NPA _____ LOCALITE _____ CANTON _____

DATE DE NAISSANCE _____ TEL. _____

EMAIL _____ SIGNATURE _____

A remplir et renvoyer à : JEUNES UDC SUISSE, CASE POSTALE 6803, CH-3001 BERNE, IDEE@JSVP.CH

